

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
PRÉFACE.....	7
Jean-François TOSSENS et Achille NGWANZA	
Ordre public interne, ordre public international et arbitrage international : concepts et enjeux.....	11
Dr. Ismaïl SELIM	
Section 1. La dualité de l'ordre public interne et international	12
§ 1. <i>La distinction conceptuelle entre ordre public interne et ordre public international.....</i>	12
§ 2. <i>La divergence de leurs champs d'application</i>	16
§ 3. <i>La variabilité des effets de l'ordre public.....</i>	16
Section 2. L'effacement de l'ordre public international en matière d'arbitrage.....	19
§ 1. <i>La validation de la clause compromissoire.....</i>	21
§ 2. <i>L'autorisation des sentences non motivées.....</i>	26
Section 3. Le contenu et l'intensité du contrôle de l'ordre public international en matière arbitrale	29
§ 1. <i>La distinction entre ordre public procédural et substantiel.....</i>	30
A. L'ordre public procédural.....	30
B. L'ordre public substantiel.....	31
§ 2. <i>L'intensité du contrôle étatique exercé par le juge</i>	32
A. Le contrôle minimaliste.....	33
B. Le contrôle maximaliste.....	36
Conclusion.....	40

TITRE 1
ANALYSE CONCEPTUELLE DE L'ORDRE PUBLIC EN ARBITRAGE
INTERNATIONAL

La notion d'ordre public international en droit OHADA de l'arbitrage.....	45
Dr. Achille NGWANZA	
Section 1. La consécration de l'ordre public international d'essence régionale.....	50
§ 1. <i>La reconnaissance des règles impératives communes aux États membres de l'OHADA</i>	51
A. Le dénominateur commun des règles impératives des États membres de l'OHADA.....	51
B. Le défaut de similarité systématique entre les règles d'ordre public international et d'ordre public interne.....	53
§ 2. <i>La prise en compte du droit communautaire sous-régional</i>	55
A. L'inclusion des règles impératives communautaires dans l'ordre public international OHADA	56
B. La résolution incertaine des conflits entre les règles d'ordre public international d'origine différente.....	58
Section 2. L'application erratique de l'ordre public international dans les litiges nationaux.....	60
§ 1. <i>L'exclusion de l'ordre public international dans les litiges nationaux</i>	60
A. L'inapplication de l'ordre public international pour la validité d'une sentence relative à un litige interne.....	60
B. Le recours au droit national pour la détermination des matières disponibles	62
§ 2. <i>Le recours à l'ordre public international dans les litiges nationaux</i>	66
A. Le revirement implicite en faveur de l'application de l'ordre public international dans les litiges internes	67
B. L'application explicite de l'ordre public international dans un litige interne.....	68
Conclusion.....	69

La cohabitation/confrontation des ordres publics : interne, international, communautaire	71
Coralie DARRIGADE	
Section 1. Une logique de cohabitation des ordres publics ?	72
§ 1. <i>Définitions des ordres publics</i>	72
§ 2. <i>Hiérarchisation des ordres publics</i>	76
Section 2. Une cohabitation des ordres publics qui peut s'avérer parfois difficile en pratique ?	79
§ 1. <i>Ordre public transnational et ordre public international (national)</i>	80
§ 2. <i>Ordre public de l'Union et ordre public international des États membres</i>	82
 La cohabitation/confrontation des ordres publics : interne, international et communautaire	 91
Mouhamed KÉBÉ	
Section 1. Des niches de convergence des ordres publics : interne, international et communautaire	96
§ 1. <i>L'arbitrage : l'organe juridictionnel de coordination des ordres publics interne, international et communautaire</i>	96
A. La désignation par les arbitres de la loi contractuelle à défaut du choix des parties	97
B. Le pouvoir d'omission par les arbitres des règles d'ordre public de la loi contractuelle :	99
§ 2. <i>Vers la convergence d'un ordre public transnational</i>	101
Section 2. La concurrence des ordres publics dans le contrôle de la sentence par le juge du for	103
§ 1. <i>L'influence du contrôle maximaliste du juge de l'annulation dans la conception française de l'ordre public</i>	103
§ 2. <i>L'évolution de la conception de l'ordre public en droit OHADA : le passage d'une approche dualiste à une approche moniste</i>	108
 Existe-t-il un ordre public réellement international ?	 115
Augustin BARRIER et Mamadou GACKO	
Introduction	115
Section 1. L'ordre public transnational : d'une existence proclamée à une réception effective	119
§ 1. <i>L'ordre public transnational ou réellement international : généalogie et concepts</i>	120

TABLE DES MATIÈRES

A. La critique de l'ordre public international étatique et l'émergence d'un ordre public autonome dans les décisions arbitrales.....	120
B. Les constructions doctrinales fondatrices de l'ordre public transnational.....	122
§ 2. <i>Les applications de l'ordre public réellement international</i>	123
A. L'ordre public réellement international en arbitrage d'investissement.....	124
B. L'ordre public réellement international en arbitrage commercial international.....	126
Section 2. L'ordre public réellement international comme éthique transnationale des affaires.....	128
§ 1. <i>La consécration positive d'un noyau dur reconnu et consensuel</i>	128
A. L'incorporation d'un ordre public issu du droit international public.....	128
B. La prohibition des illicéités les plus graves.....	132
§ 2. <i>La perspective d'une extension raisonnée de l'ordre public transnational vers des droits émergents</i>	134
A. Vers la réception de droits humains fondamentaux dans l'ordre public transnational ?.....	135
B. Vers la réception de droits climatiques et environnementaux dans l'ordre public transnational ?.....	138

TITRE 2

ORDRE PUBLIC MATÉRIEL ET ARBITRAGE INTERNATIONAL

Ordre public et arbitrabilité	145
Yaye DIABATÉ, Habibatou TOURÉ et Samia AJOUBY	
Introduction.....	145
Section 1. Une évolution contrastée de la jurisprudence et de la législation relative à l'arbitrabilité des matières touchant à l'ordre public en droit français et en droit sénégalais.....	149
§ 1. <i>La réduction progressive de la portée des dispositions visant à limiter l'arbitrabilité</i>	149
§ 2. <i>Le cas particulier de l'arbitrabilité des questions touchant à l'ordre public</i>	151
§ 3. <i>Les domaines résiduels inarbitrables</i>	159

Section 2. L'élargissement et la contraction de l'arbitrabilité à l'épreuve du contrôle de conformité à l'ordre public par le juge et l'arbitre	163
§ 1. <i>L'articulation du pouvoir de contrôle de l'arbitrabilité entre juge étatique et tribunal arbitral</i>	164
§ 2. <i>L'évolution de l'intensité du contrôle par le juge étatique de l'arbitrabilité sous le prisme de l'ordre public</i>	166
Conclusion.....	169
Sanctions, embargos et ordre public dans l'arbitrage international	171
Elliott GEISINGER	
Section 1. Sanctions internationales : définitions, typologie, champ d'application et contexte	172
§ 1. <i>Définition des sanctions internationales</i>	172
§ 2. <i>Typologie des sanctions internationales pertinentes dans la pratique de l'arbitrage international</i>	173
A. Typologie selon la source de la mesure	173
B. Typologie selon l'objet ou le destinataire de la mesure	175
1. Les sanctions visant des personnes physiques ou des entités juridiques	175
2. Les sanctions visant des secteurs d'activité économiques (sanctions dites « sectorielles »)	176
3. Les sanctions visant des aires géographiques déterminées..	177
C. Typologie selon l'effet de la mesure	178
§ 3. <i>Le champ d'application des sanctions internationales</i>	179
§ 4. <i>Le caractère éminemment politique des sanctions internationales</i>	181
Section 2. Sanctions internationales et ordre public international	182
§ 1. <i>Ordre public « interne », ordre public « international » et ordre public « universel »</i>	182
§ 2. <i>Les sanctions internationales font-elles partie de l'ordre public de l'arbitre ?</i>	184
§ 3. <i>Les sanctions internationales comme faisant partie de l'ordre public international des autorités étatiques</i>	189
A. Les autorités judiciaires de l'annulation de la sentence	189
B. Les autorités judiciaires ou administratives de la reconnaissance et de l'exécution de la sentence	194
Conclusion.....	194

Ordre public international, fraude et corruption	197
Kamal SEFRIoui	
Section 1. L'arbitre, premier juge de la fraude et de la corruption	199
§ 1. <i>La compétence de l'arbitre en matière de fraude et de corruption</i> ...	199
§ 2. <i>L'imperium de l'arbitre à l'épreuve de la fraude et de la corruption</i> ..	201
Section 2. La fraude et la corruption au stade de la contestation des sentences arbitrales.....	203
§ 1. <i>Ordre public de procédure et ordre public de fond</i>	203
§ 2. <i>Convergence des modèles de recours et affirmation de la centralité de l'arbitre</i>	206
Section 3. L'émergence d'une méthodologie arbitrale de la preuve en matière de fraude et de corruption.....	207
§ 1. <i>L'ordre public, vecteur d'élaboration normative par l'arbitre</i>	207
§ 2. <i>L'affirmation du raisonnement indiciaire</i>	210
Section 4. Les caractères de l'approche contemporaine de la fraude et de la corruption.....	214
§ 1. <i>Portée et limites de l'évolution méthodologique</i>	214
§ 2. <i>La preuve de la fraude et de la corruption à l'ère du faisceau d'indices</i>	216
L'arbitre et l'ordre public matériel	221
Christophe SERAGLINI	
Section 1. Le fondement de l'office de l'arbitre face à l'ordre public matériel.....	225
§ 1. <i>L'admission de l'arbitrabilité des litiges intéressant l'ordre public sous condition d'un office particulier de l'arbitre à l'égard de l'ordre public</i>	226
§ 2. <i>La prise en considération de l'ordre public matériel comme condition de l'efficacité et de la pérennité de l'arbitrage</i>	230
Section 2. La mise en œuvre de l'office de l'arbitre face à l'ordre public matériel	232
§ 1. <i>L'initiative de l'arbitre face à l'ordre public matériel</i>	233
§ 2. <i>L'identification par l'arbitre des normes d'ordre public matériel à respecter</i>	235

TITRE 3**ORDRE PUBLIC PROCÉDURAL ET ARBITRAGE INTERNATIONAL**

Arbitrage et droit d'accès à la justice	245
Maximin DE FONTMICHEL	
Introduction.....	245
Section 1. La mise en œuvre du droit d'accès à la justice.....	251
§ 1. <i>L'ouverture de l'accès à l'arbitre</i>	251
A. La compétence du juge d'appui.....	251
B. L'exception aux interdictions pour les parties sanctionnées internationalement.....	254
§ 2. <i>L'aménagement de l'accès au juge étatique</i>	255
A. La compétence optionnelle pour les parties structurellement faibles.....	255
B. La compétence résiduelle en situation d'incapacité financière...	258
Section 2. Le contrôle du droit d'accès à la justice.....	262
§ 1. <i>Le contrôle de la convention d'arbitrage</i>	262
§ 2. <i>Le contrôle de la gestion de l'instance arbitrale</i>	267
Conclusion.....	269
L'ordre public procédural en arbitrage	271
Simon NDIAYE et Mounia LARBAOUI	
Section 1. Le principe du contradictoire.....	272
§ 1. <i>L'obligation pour l'arbitre de faire respecter le principe du contradictoire</i>	273
§ 2. <i>L'obligation pour les arbitres de respecter le principe du contradictoire</i>	277
Section 2. Égalité des parties.....	280
§ 1. <i>L'égalité des parties dans la constitution du tribunal</i>	281
§ 2. <i>L'égalité des parties dans l'instance arbitrale</i>	283
Section 3. La loyauté procédurale.....	285
§ 1. <i>Loyauté procédurale à la charge des parties</i>	285
§ 2. <i>Loyauté procédurale à la charge des arbitres</i>	289

TITRE 4

ORDRE PUBLIC ET EFFICACITÉ DE LA SENTENCE

Le juge de l'exequatur ou de l'annulation et le contrôle de l'ordre public international en droit français	293
Caroline DUCLERCQ et Valérie KASPARIAN	
Section 1. L'évolution des critères de la violation de l'ordre public international.....	299
§ 1. <i>De l'exigence d'une violation « flagrante, concrète et effective » de l'ordre public international à une « violation caractérisée »</i>	300
§ 2. <i>De la notion de violation caractérisée de l'ordre public international</i>	303
Section 2. La clarification de l'office du juge depuis les arrêts <i>Belokon</i> et <i>Sorelec</i>	305
§ 1. <i>La cristallisation du contrôle plein depuis les arrêts Belokon et Sorelec</i>	305
§ 2. <i>L'objet du contrôle du juge du recours reste-t-il toujours inchangé ?</i>	308
Section 3. La recevabilité du grief tiré de l'ordre public international..	312
Conclusion.....	317
 Le juge de l'exequatur ou de l'annulation et le contrôle de l'ordre public dans l'espace OHADA	 319
Sylvie BEBOHI EBONGO	
Section 1. L'ordre public international dans l'espace OHADA : un flou juridique s'agissant des critères d'appréciation.....	325
§ 1. <i>Absence de critères précis d'appréciation en matière de contrôle de l'ordre public international dans l'espace OHADA</i>	326
§ 2. <i>Une tendance à majorité « minimaliste » du contrôle relatif à l'ordre public exercé par les juridictions nationales dans l'espace OHADA</i>	330
Section 2. L'ordre public international dans l'espace OHADA : une évolution appréciable mais un contenu contrasté restant à préciser	333
§ 1. <i>Une évolution appréciable du contenu donné à l'ordre public international dans l'espace OHADA</i>	334
§ 2. <i>Une évolution contrastée concernant la détermination du contenu de l'ordre public à l'instar du principe de l'autorité de la chose jugée</i>	338